

Liste des objets en suspens

Etat au 27 avril 2011

DEPARTEMENT DE LA SECURITE ET DE L'ENVIRONNEMENT

	Objets	Commentaire
1.	(313) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Béatrice Métraux et consorts concernant Eole dans le Gros de Vaud et Réponse du Conseil d'Etat à l'Interpellation Cesla Amarelle et consort demandant des clarifications concernant l'implantation de parcs industriels éoliens dans l'Arc jurassien	RC ok
2.	(370) Exposé des motifs et projet de décret autorisant le Conseil d'Etat à adhérer au concordat latin du 29 octobre 2010 sur la culture et le commerce du chanvre et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion François Payot pour la création d'une loi vaudoise régissant la culture et le commerce du chanvre et de ses dérivés, ou quand "Mieux Vaud prévenir que guérir" (05/MOT/108)	CTAFE Séance de commission le 29.03.11
3.	(382) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 17.11.1952 sur l'assurance des bâtiments et du mobilier contre l'incendie et les éléments naturels (383) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Claudine Wyssa et consorts demandant d'explorer la marge de manoeuvre possible pour une application raisonnable et constante des normes ECA, notamment dans le domaine des EMS	Séance de commission le 16.06.11
4.	(10_MOT_119) Motion Philippe Jobin et consorts - Assainissement du sol des installations de tir	Séance de commission le 09.03.11 Rapport en attente C. Dind
5.	(10_MOT_120) Motion Jean-Michel Dolivo et consorts au nom des groupes AGT, VER et SOC - Fichier cantonal en lien avec la protection de l'Etat cantonal, quelle base légale, quel droit d'accès, quel contrôle ?	Séance de commission le 11.03.11 Rapports en attente maj. G. Reichen min. P. Manzini
6.	(10_MOT_121) Motion Jean-Michel Favez et consorts demandant que la loi sur le marchepied le long des lacs et sur les plans riverains (LML) soit modifiée afin de faciliter la réalisation des objectifs du Plan directeur des rives vaudoises du lac Léman (10_MOT_123) Motion Fabienne Freymond Cantone et consorts demandant une définition plus restrictive des constructions considérées comme constructions légères sur le domaine public du lac	Séance de commission le 21.02.11 Rapports en attente maj. J. Nicolet RC min. ok RC min. ok

	Objets	Commentaire
7.	(10_MOT_122) Motion Pierre Zwahlen et consorts pour la poursuite de l'investigation secrète contre les pédophiles	Séance de commission le 18.02.11 Rapport en attente M. Buffat
8.	(10_POS_226) Postulat Dominique-Richard Bonny et consorts au nom des groupes libéral et radical pour l'établissement d'un cadastre solaire vaudois	RC ok
9.	(10_POS_217) Postulat Jacques Perrin et consorts pour la création d'une coopérative solaire permettant d'encourager la pose de capteurs photovoltaïques (10_MOT_115) Motion Bertrand Clot et consorts demandant de légiférer en vue de l'implantation d'éoliennes sur le territoire vaudois et de prévoir une loi spécifique pour la construction d'éoliennes	RC ok
10.	(11_POS_241) Postulat Valérie Schwaar et consorts demandant la révision du plan de mesures OPair Lausanne-Morges 2005, ainsi qu'une étude sur les périmètres potentiellement concernés par un plan de mesures OPair sur tout le territoire vaudois	Séance de commission le 19.05.11
11.	(384) Exposé des motifs et projet de loi sur l'organisation policière vaudoise et <ul style="list-style-type: none"> - Projets de lois modifiant : - la loi du 17 novembre 1975 sur la police cantonale (LPol) - la loi du 3 décembre 1940 sur la police judiciaire (LPJu) - la loi du 28 février 1956 sur les communes (LC) - la loi du 25 novembre 1974 sur la circulation routière (LVCR) et - Projet de décret sur le financement de la réforme policière et Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur <ul style="list-style-type: none"> - la motion Josiane Aubert et consorts "concernant la loi-cadre pour une police coordonnée" - le postulat Roger Saugy "demandant au Conseil d'Etat un rapport sur le statut réel des membres des divers corps de police municipaux et cantonaux de ce canton" - le postulat Olivier Gfeller et consorts "demandant au Conseil d'Etat la création d'une charte de déontologie pour la Police cantonale" - la motion Ada Marra et consorts "Pour une police transparente" et Réponse du Conseil d'Etat sur l'Interpellation Béatrice Métraux "Quels coûts pour quelle police ?"	Dernière séance de commission le 26.05.11
12.	(388) Exposé des motifs et projet de décret annulant l'arrêté de convocation des électeurs du 15 mars et modifiant le décret du 22 février 2011 ordonnant la convocation des électeurs pour définir le préavis du canton à la demande d'autorisation générale des centrales nucléaires dans le Niederamt (SO), Mühleberg (BE) et Beznau (AG) (11_MOT_132) Motion Jacques Perrin au nom du groupe radical - Nucléaire, le peuple doit voter en connaissance de cause. Une nouvelle évaluation de la situation est donc indispensable	Séance de commission le 27.04.11
13.	(10_PET_057) Pétition contre l'implantation d'une antenne sur le Mont-Tendre	RC ok

	Objets	Commentaire
14.	<p>(358) Exposés des motifs et projet de décrets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - accordant au Conseil d'Etat un crédit de CHF 4'200'000.--, destiné à l'Entreprise de correction fluviale de la Thielle, pour financer la part cantonale aux travaux de protection contre les crues à réaliser sur la Commune d'Yverdon-les-Bains - accordant au Conseil d'Etat un crédit de CHF 3'000'000.--, destiné à l'Entreprise de correction fluviale de la Grande Eau, pour financer la part cantonale aux travaux de protection contre les crues à réaliser sur les Communes d'Aigle et Yverne - accordant au Conseil d'Etat un crédit de CHF 3'000'000.--, destiné à l'Entreprise de correction fluviale de la Tinière, pour financer la part cantonale aux travaux de protection contre les crues à réaliser sur la Commune de Villeneuve - accordant au Conseil d'Etat un crédit de CHF 3'000'000.--, destiné à l'Entreprise de correction fluviale de la Baye de Clarens, pour financer la part cantonale aux travaux de protection contre les crues à réaliser sur la Commune de Montreux - accordant au Conseil d'Etat un crédit de CHF 2'100'000.--, destiné à l'Entreprise de correction fluviale du Famolens, pour financer la part cantonale aux travaux de protection contre les crues à réaliser sur la Commune de Rolle - accordant au Conseil d'Etat un crédit de CHF 2'100'000.--, destiné à l'Entreprise de correction fluviale du Nozon, pour financer la part cantonale aux travaux de protection contre les crues à réaliser sur la Commune d'Orbe - accordant au Conseil d'Etat un crédit de CHF 4'130'000.--, destiné à l'Entreprise de correction fluviale de la Brinaz, pour financer la part cantonale aux travaux de protection contre les crues à réaliser sur les Communes de Grandson et Montagny - accordant au Conseil d'Etat un crédit de CHF 4'200'000.--, destiné à l'Entreprise de correction fluviale du Canal du Haut-Lac, pour financer la part cantonale aux travaux de protection contre les crues à réaliser sur les Communes de Roche, Rennaz et Noville - accordant au Conseil d'Etat un crédit de CHF 2'190'000.-- pour l'établissement des projets prioritaires de la 3ème correction du Rhône, la direction du projet pour le Chablais et l'adjoint au directeur de projet - accordant au Conseil d'Etat un crédit de CHF 3'500'000.-- , destiné à l'Entreprise de correction fluviale pour les aménagements piscicoles sur divers cours d'eau et à la gestion informatisée des lacs et cours d'eau 	<p>Séance de commission le 04.04.11</p>
15.	<p>(10_INT_440) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation José Durussel - Rive sud du lac de Neuchâtel : réserve naturelle et paradis pour la prolifération des sangliers !</p>	
16.	<p>(10_INT_438) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Alessandra Silauri - Correction du Rhône, vers quels méandres ?</p>	
17.	<p>(10_INT_451) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Randin sur la décharge au lieu-dit Teilegg à la frontière Vaud-Berne</p>	
18.	<p>(10_INT_459) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Vuillemin sur l'obligation de suivre une formation pratique pour les chiens acquis à partir du 01.09.2008</p>	

	Objets	Commentaire
19.	<p>(319) Exposé des motifs et projet de loi sur les écoles de musique et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la motion Jean-Yves Pidoux et consorts demandant l'élaboration d'une loi sur les écoles de musique - sur le postulat Pierre Salvi demandant au Conseil d'Etat de présenter un rapport sur la politique culturelle et un projet de loi visant à reconnaître, tout en le clarifiant, le rôle de l'Etat dans la politique de formation musicale du canton - sur le postulat Xavier Koeb demandant au Conseil d'Etat d'établir des règles afin d'harmoniser les salaires et les couvertures sociales des enseignants de musique dans le canton - sur le postulat Olivier Feller au nom du groupe radical visant à stabiliser les subventions cantonales versées aux conservatoires et écoles de musique - sur le postulat Raphaël Mahaim et consorts visant à dégager des pistes pour faire aboutir les négociations avec les communes dans le cadre de l'élaboration de la loi sur les écoles de musique et <p>Réponses du Conseil d'Etat au Grand Conseil les interpellations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arthur Durant et consorts concernant les écoles de musique non-membres de l'AVCEM (Association vaudoise des conservatoires et écoles de musique) - Josiane Aubert "Loi vaudoise de soutien à la formation musicale non professionnelle : faudra-t-il attendre les calendes grecques ?" - Jean-Marie Surer au nom du centre-droite vaudois "La loi sur les écoles de musique : quels moyens pour sortir de l'impasse ?" - sur la pétition "Réajustement de la subvention cantonale pour les écoles de musique" 	2^{ème} débat
20.	(340) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Catherine Roulet demandant la suppression des distributeurs de boissons sucrées et encas sucrés et gras dans les écoles vaudoises, afin de préserver la santé des enfants et adolescents	RC ok
21.	(10_MOT_116) Motion Claude-Eric Dufour et consorts demandant une loi spécifique concernant l'accueil parascolaire	RC ok
22.	<p>(11_MOT_128) Motion Michaël Buffat et consorts - 24 janvier et 14 avril : deux dates à connaître de l'histoire vaudoise</p> <p>(11_MOT_126) Motion Raphaël Mahaim et consorts concernant les maîtres auxiliaires et la reconnaissance des voies alternatives d'accès aux formations pédagogiques</p>	Séance de commission le 28.03.11
23.	(11_MOT_131) Motion Nicolas Rochat et consorts concernant les restrictions des conditions d'accès pour l'enseignement de la culture générale (ECG) au sein des écoles professionnelles (ECEP) vaudoises	Séance de commission le 10.06.11
24.	(11_POS_243) Postulat Catherine Labouchère et consorts - Les conséquences de la RPT en matière de prestations de pédagogie spécialisée, notamment en matière logopédique - un bilan est nécessaire	Séance de commission le 20.05.11

	Objets	Commentaire
25.	(10_POS_206) Postulat Michel Miéville et consorts intitulé rendre les parents négligents aussi responsables (10_POS_210) Postulat Michel Miéville et consorts - Le passé violent des élèves doit être connu des autorités scolaires	RC ok RC ok
26.	(10_POS_229) Postulat Bernard Borel et consorts - trahison de la réforme de Bologne	RC ok
27.	(11_POS_240) Postulat Pierre Zwahlen et consorts en faveur de la formation de base des adultes	Séance de commission le 08.04.11
28.	(336) Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative populaire « Ecole 2010 : sauver l'école », et Exposé des motifs et projet de loi sur l'enseignement obligatoire et <ul style="list-style-type: none"> - Projet de décret ordonnant la convocation des électeurs aux fins de se prononcer sur - l'initiative populaire « Ecole 2010 : sauver l'école » et sur - la loi sur l'enseignement obligatoire (contre-projet du Conseil d'Etat), et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les motions : <ul style="list-style-type: none"> - Doris Cohen-Dumani et consorts concernant les horaires préscolaires et scolaires et l'accueil des écoliers - Odile Jaeger Lanore pour une scolarisation obligatoire dès l'école infantine - Rémy Pache et consorts visant à la modification de la loi scolaire, art. 47 - Jean-Marie Surer et consorts au nom des groupes radical, libéral et UDC – Pour davantage de respect et de sérénité au sein de l'école publique, et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : <ul style="list-style-type: none"> - Fabienne Freymond-Cantone pour que l'Etat contribue à l'harmonisation des horaires scolaires (motion transformée en postulat) - Francis Thévoz pour une généralisation de l'apprentissage de l'anglais - Catherine Labouchère et consorts demandant un accès au « Bilinguisme pour tous » - Marcel-David Yersin et consorts pour des degrés 7/8/9 de la scolarité obligatoire à deux voies de formation - Fabienne Freymond-Cantone pour promouvoir la filière maths-sciences-techniques dans le canton de Vaud - Christine Chevalley et consorts au nom des groupes radical, libéral et UDC – La transparence sur l'école actuelle et sur celle de demain : un préalable indispensable à toute réforme du système scolaire vaudois, et Réponse du Conseil d'Etat au Grand Conseil aux interpellations <ul style="list-style-type: none"> - Pierre-Yves Rapaz relative à l'application du 1^{er} alinéa de l'article 5 de la loi scolaire du 12 juin 1984 - Nicolas Morel relative au contrôle des établissements d'enseignement privés, et Réponse du Conseil d'Etat au Grand Conseil à la détermination suite au rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Philippe Paréaz visant à modifier la LS afin de permettre aux autorités scolaires de mieux prévenir, lutter et sanctionner les actes de violence qui peuvent se produire dans le milieu scolaire	RC maj. disponible le 03.05.11 RC min. ok

	Objets	Commentaire
29.	(10_INT_366) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Marc-Olivier Buffat et consorts intitulée "Musée cantonal des Beaux-Arts (MCBA) dans la halle CFF de Lausanne : le Conseil d'Etat entend-il assumer son rôle de locomotive ?"	
30.	(10_INT_390) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Marc-Olivier Buffat - Partenariat privé-public pour les musées vaudois?	
31.	(10_INT_444) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Catherine Labouchère et consorts au nom des groupes libéral et radical - Ecole hôtelière de Lausanne : dissocier les projets pour loger rapidement les étudiants ?	
32.	(10_INT_428) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Fabienne Despot - Faut-il maintenir tel quel le projet de musée des Beaux-Arts?	
33.	(10_INT_432) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Marc Olivier Buffat au nom du groupe radical - Départ de la collection Planque: quelles conséquences pour le projet de Musée cantonal des Beaux-Arts dans la halle des locomotives CFF à Lausanne?	
34.	(10_INT_465) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Roxanne Meyer Keller et consorts - Ecole professionnelle intercantonale de la Broye (EPIB)	
35.	(10_INT_449) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Anne Papilloud - "Cette pâte un peu molle mais qui avait du goût !"	
36.	(11_INT_475) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Catherine Labouchère - Quelles actions du canton pour faire débloquer à la CDIP (Conférence des directeurs de l'instruction publique) les directives qui empêchent l'application de l'article 53 LHEP?	

	Objets	Commentaire
37.	(309) Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du à la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion des députés Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler" - Régler la question une fois pour toutes.	2^{ème} débat <i>(lié au rapport compl. 384)</i> En attente d'un rapport complémentaire du CE Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
38.	(384) Rapport complémentaire à l'Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du..... A la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion du député Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite " Metzler " - Régler la question une fois pour toutes.	RC maj. + min. ok Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
39.	(375) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les requérants d'asile déboutés qui n'ont pas été mis au bénéfice d'une admission provisoire dans le cadre de l'examen de leur situation sous l'angle de la circulaire du 21 décembre 2001 et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : Gérard Bühlmann, Georges Glatz, Michèle Gay Vallotton et Réponse du Conseil d'Etat aux interpellations : Jean-Yves Pidoux, Josiane Aubert, Nicolas Mattenberger, Jaqueline Bottlang-Pittet, Mireille Aubert, Anne Weill-Lévy, Roger Saugy, Michèle Gay Vallotton, Rauger Saugy et Réponse du Conseil d'Etat à la question Massimo Sandri, à la pétition de la Coordination Asile contre les renvois des 523 requérants, à l'appel des professionnels de la santé en faveur des requérants déboutés.	RC maj. + min. ok Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
40.	(63) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil à l'EMPD créant le décret du ... à la suite du renvoi au Conseil d'Etat sur la motion Serge Melly (05_MOT_095) et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler". Régler la question une fois pour toutes (2ème rapport complémentaire)	RC ok Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
41.	(282) Exposé des motifs et projet de lois : - sur le financement des formations politiques (motion Montangero) et - modifiant la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques (contre-projet du Conseil d'Etat à la motion Montangero) et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Stéphane Montangero et consorts visant à modifier la loi sur l'exercice des droits politiques en introduisant les notions de transparence des coûts et de plafonnement des dépenses électorales pour les campagnes politiques	Séance de commission le 25.01.11 Rapports en attente, maj. S. Montangero min. A. Monod
42.	(297) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Maximilien Bernhard et consorts pour que la prise de données biométriques se fasse dans les préfetures	Séance de commission le 28.05.10 Travaux suspendus dans l'attente d'une prise de position du CE / G. Poncet

	Objets	Commentaire
43.	<p>(160) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les mesures tutélaires dans le canton de Vaud et</p> <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Christiane Rithener et consorts demandant au Conseil d'Etat d'améliorer et faciliter la gestion des mandats des tuteurs et curateurs - Jean-Paul Dudt et consorts « Pour que dans le canton de Vaud plus aucun tuteur ou curateur ne soit désigné contre son gré » et <p>Réponse du Conseil d'Etat sur la pétition « Non aux tutelles et curatelles imposées aux tutelles et curatelles imposées OUI à un meilleur soutien aux tuteurs/trices et curateurs/trices volontaires »</p> <p>(361) Exposé des motifs et projet de loi modifiant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la loi du 30 novembre 1910 d'introduction dans le Canton de Vaud du Code civil suisse (LVCC) - le Code de procédure civile du 14 décembre 1966 (CPC VD) <p>(09_MOT_066) Motion Filip Uffer et consorts intitulée - Etre nommé tuteur ou curateur en étant soutenu par l'Etat de manière efficace et désigné de manière équitable</p> <p>(09_MOT_067) Motion Jean Christophe Schwaab et consorts pour une désignation des tuteurs et curateurs claire, transparente et équitable</p> <p>(09_INI_017) Initiative Christiane Jaquet-Berger et consorts demandant de ne pas imposer des curatelles à des citoyens sans leur accord explicite</p>	<p>Séance de commission le 21.03.11</p> <p>Rapport en attente</p> <p>A. Monod</p>
44.	<p>(338) Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative constitutionnelle Cesla Amarelle modifiant l'art. 144 Cst-VD (mode d'élection des conseils communaux)</p> <p>(350) Exposé des motifs et projet de décret complémentaire ordonnant la convocation des électeurs - Initiative constitutionnelle Cesla Amarelle et consorts demandant une modification de la Constitution du Canton de Vaud aux fins d'y modifier l'article 144 alinéa 3 (Composition et organisation du Conseil communal)</p>	<p>2^{ème} débat</p>
45.	<p>(348) Exposé des motifs et projets de lois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur l'archivage (LARCH) et - modifiant la loi du 19 septembre 1978 sur les activités culturelles 	<p>RC ok</p>
46.	<p>(349) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Mireille Aubert et consorts tendant à l'instauration d'un pacte civil de solidarité (PACS) cantonal</p>	<p>RC ok</p>
47.	<p>(371) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 30 mai 2006 sur le découpage territorial et projet de décret modifiant le décret du 25 janvier 2005 sur l'incitation financière aux fusions de communes</p>	<p>Séance de commission le 14.03.11</p> <p>Rapport en attente</p> <p>P. Cornamusaz</p>
48.	<p>(375) Exposé des motifs et projet de décret autorisant le Conseil d'Etat à ratifier le concordat sur la création et l'exploitation de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale et projet de loi modifiant le Code de droit privé judiciaire vaudois</p>	<p>CTAFE</p> <p>Séance de commission le 29.03.11</p>

	Objets	Commentaire
49.	(10_INI_034) Initiative législative rédigée en termes généraux consistant à proposer une révision partielle de la loi sur le Grand Conseil du 8 mai 2007 en vertu de l'article 111 de la Constitution vaudoise du 14 avril 2003	CTMOP Séance de commission le 06.06.11
50.	(10_MOT_114) Motion Cesla Amarelle et consorts au nom du groupe socialiste demandant un base légale cantonale régissant les mesures en établissement fermé (art. 59 al. 3 et 64 al. 4 CP)	RC maj. ok
51.	(10_MOT_125) Motion Jean-Michel Dolivo et consorts visant à faciliter l'accès à la justice pour les justiciables non assistés par un mandataire	RC maj. + min. ok
52.	(10_PET_059) Pétition pour le soutien de M. Rizgar Hussein	RC ok
53.	(10_INT_447) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Bernard Borel - Renvoi de Mme SB : où est la politique humanitaire et généreuse revendiquée par le Conseil d'Etat?	
54.	(10_INT_443) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Cesla Amarelle au nom du groupe socialiste concernant le rapport Rouiller	
55.	(10_INT_439) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Fabienne Freymond Cantone et consorts - A quelle sauce démocratique notre canton veut-il être mangé dans la thématique des agglomérations ?	
56.	(10_INT_471) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Nicolas Mattenberger et consort au nom du groupe socialiste - Le Service pénitentiaire a-t-il les yeux bandés ou l'imagination fertile ?	
57.	(10_INT_470) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Cesla Amarelle et consort - Demande de clarification concernant les procédures d'engagement à l'état-major du SPEN et leur opportunité	

	Objets	Commentaire
58.	(351) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : - Maximilien Bernhard et consorts pour un bilan de la politique cantonale en matière de prévention et de lutte contre les toxicomanies et - Philippe Leuba et consorts demandant l'adoption d'un cadre légal interdisant ou tout au moins régissant la pose et le recours aux distributeurs de seringues destinées aux toxicomanes	Séance de commission le 22.03.10 Rapport en attente P. Ducommun
59.	(357) Exposé des motifs et projet de décret modifiant le décret du 12 septembre 1994 pour la création d'un compte spécial intitulé "Crédit d'inventaire" pour les investissements des Hospices cantonaux (DCSHC)	RC ok
60.	(366) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Frédéric Haenni et consorts demandant au Conseil d'Etat l'organisation d'une large réflexion ou d'une table ronde des différents départements et des milieux concernés visant à faire un bilan de la situation en matière de lutte contre la consommation d'alcool fort par les jeunes et à l'améliorer tout en évitant des mesures inadéquates et peu ciblées	Séance de commission le 21.03.11 Rapport en attente J. Christen
61.	(376) Exposé des motifs et projets de lois modifiant : - la loi sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public (LPFES) - la loi sur la santé publique (LSP) - la loi d'aide aux personnes recourant à l'action médico-sociale (LAPRAMS) et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Jacques Perrin et consorts au nom du groupe radical - LPFES : réactiver le dossier en dissociant ses volets	RC ok
62.	(378) Exposé des motifs et projet de décret accordant un crédit d'investissement de CHF 12'000'000.- pour financer en 2011 les investissements périodiques des hôpitaux privés reconnus d'intérêt public	CTSAP Séance de commission le 12.04.11
63.	(380) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Christine Chevalley et consort au sujet de la lutte contre les effets de seuil	Séance de commission le 07.06.11
64.	(10_MOT_106) Motion Christa Calpini et consorts pour une rente-pont en faveur des seniors au bénéfice du revenu d'insertion	RC ok
65.	(11_POS_233) Postulat Jean-Michel Dolivo et consorts - 4ème révision de la LACI, une mesure urgente en faveur des chômeurs et chômeuses âgé-e-s. Elever la limite de fortune en fonction de l'âge pour pouvoir bénéficier des prestations du revenu d'insertion	Séance de commission le 01.04.11 RC maj. ok
66.	(10_INT_473) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Marie Surer et consorts - Un secrétaire général adjoint "simplement scandaleux" ?	
67.	(11_INT_476) Réponse à l'interpellation François Payot - Caisse cantonale d'allocations familiales - Que se passe-t-il?	

	Objets	Commentaire
68.	(331) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi sur le plan de protection de Lavaux du 12 février 1979 (LLavaux) et la carte qui en fait partie intégrante et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Vincent Chappuis demandant au Conseil d'Etat de procéder à une révision de cette loi	RC maj. + min. ok
69.	(372) Exposé des motifs et projet de décret portant sur le dépôt d'une initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale l'invitant à demander au Conseil fédéral que les négociations avec l'UE au sujet d'un accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire (ALEA) soient interrompues immédiatement et Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative législative Jacques Nicolet et consorts, au nom du comité du Groupe agricole du Grand Conseil, demandant au Conseil d'Etat vaudois d'intervenir auprès des autorités fédérales afin que les négociations avec l'UE au sujet d'un accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire (ALEA) soient interrompues immédiatement (10_INI_038)	CTAFE Séance de commission le 03.05.11
70.	(381) Exposé des motifs et projet de décret portant sur le dépôt d'une initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale lui demandant d'obtenir un accès à la formation professionnelle pour les jeunes sans statut légal et Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative Jean-Michel Dolivo et consorts demandant au Conseil d'Etat vaudois d'intervenir auprès de l'Assemblée fédérale afin d'obtenir un accès à la formation professionnelle pour les jeunes sans statut légal	Séance de commission le 23.05.11
71.	(11_INI_040) Initiative législative Bernard Borel et consorts demandant au Conseil d'Etat d'intervenir auprès de l'Assemblée fédérale afin de modifier les accords bilatéraux de protection des investissements (APPI) en y excluant les produits dommageables à la santé de la population	Séance de commission le 16.05.11
72.	(10_MOT_124) Motion Grégoire Junod et consorts - Différer les horaires de vente d'alcool des heures d'ouverture des commerces et des établissements publics: une mesure efficace de santé publique et de prévention de la violence	Séance de commission le 21.03.11 Rapport en attente J. Christen
73.	(10_POS_222) Postulat Jacques Nicolet et consorts - Perspectives et avenir de la formation professionnelle agricole dans le canton	Séance de commission le 25.02.11 Rapport en attente, M. Gay Vallotton
74.	(10_POS_223) Postulat Jacques-André Haury et consorts au nom de l'Alliance du Centre proposant une adaptation de notre politique de promotion économique à la croissance démographique actuelle	RC maj ok

	Objets	Commentaire
75.	(10_POS_213) Postulat Jean-François Cachin et consorts - Une nouvelle réaffectation du P+R provisoire de Vennes	Séance de commission le 10.01.11 Rapport en attente, P.-A. Gaille
76.	(10_POS_218) Postulat Olivier Epars et consorts invitant le Conseil d'Etat à promouvoir l'agriculture biologique dans les domaines propriété de l'Etat de Vaud	Séance de commission le 21.01.11 Rapport en attente P. Deriaz
77.	(11_POS_234) Postulat Anne Papilloud et consorts - Mettre en oeuvre le Fonds cantonal de lutte contre le chômage (art. 18 LEmp) en faveur des chômeurs et chômeuses concerné-e-s par la mise en oeuvre de la 4ème révision de la LACI au 1er avril 2011	Séance de commission le 28.03.11
78.	(11_POS_235) Postulat Béatrice Métraux et consorts - Le vert vu bientôt du ciel vaudois?	Séance de commission le 21.03.11 Rapport en attente S. Jungclaus Delarze
79.	(11_POS_236) Postulat Yves Ferrari et consorts - Une restauration à base d'aliments locaux et de saison... un tout premier pas alimentaire vers la société à 2000 W	Séance de commission le 04.04.11
80.	(11_POS_244) Postulat Pierre-Yves Rapaz et consorts - Le canton solidaire des viticulteurs	Séance de commission le 30.05.11
81.	(10_INT_467) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Frédéric Haenni et consorts au nom du groupe radical - Que deviendraient les produits du terroir vaudois sans le fameux reblochon de Moudon ?	

	Objets	Commentaire
82.	(312) Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative législative Jean-Michel Dolivo et consorts visant à mettre hors-la-loi le dumping social et salarial pour les entreprises sous-traitantes dans l'adjudication des marchés publics Contre-projet de loi modifiant la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics	RC ok
83.	(337) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Philippe Randin et consorts sur la tradition vernaculaire de l'utilisation des tavillons	RC ok
84.	(359) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les opérations effectuées du 1er juillet 2006 au 31 décembre 2009 par le "Fonds pour l'acquisition de droits réels et d'immeubles de réserve" (FAIR), selon décret du 12 septembre 1994, modifié le 4 septembre 2007	RC ok
85.	(377) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat de la commission de gestion à la suite du refus par le Grand Conseil de la seconde réponse du Conseil d'Etat à l'observation relative au devenir de la fonction de voyer	COGES Séance de commission le 05.05.11
86.	(379) Exposé des motifs et projet de décret accordant un crédit cadre de CHF 2'660'000.- pour le financement de l'assainissement et le renforcement de trois murs de soutènement en maçonnerie de pierre naturelle sur la RC 711d Lavey-Morcles, la construction d'un mur de soutènement au droit du bord aval de la RC 702a au lieu-dit Les Closels - Les Granges sur la commune de Château-d'Oex et l'assainissement des bordures et la mise en conformité des garde-corps sur le pont de Gilamont sur la RC 743b à Vevey	Séance de commission le 19.05.11
87.	(11_MOT_127) Motion Grégoire Junod et consorts - Des abonnements de transports publics valables sans restriction d'horaire pour toutes les catégories d'usagers	Séance de commission le 08.04.11
88.	(10_POS_199) Postulat Michele Mossi et consorts demandant la définition d'une vision de développement du noeud intermodal centré autour de la gare ferroviaire de Lausanne	RC ok
89.	(10_PET_062) Pétition contre la discrimination de l'abonnement senior de Mobilis - Non à la grasse matinée obligatoire !	
90.	(10_INT_411) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Martinet en faveur d'une approche dynamique de la conservation des ouvrages d'art historiques, à partir de l'exemple du Pont Farbel à Gland-Vich	

	Objets	Commentaire
91.	(304) Exposé des motifs et projet de décret portant sur la validité de l'initiative populaire cantonale "Pour un rabais d'impôt qui protège les assuré-e-s plutôt que les actionnaires" du 24 août 2009	RC maj. + min. ok
92.	(326) Rapport sur la politique des Ressources Humaines 2011-2015 et rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : <ul style="list-style-type: none"> - Philippe Leuba visant à obtenir un rapport sur les rémunérations effectives moyennes des différentes fonctions existantes dans l'administration vaudoise, sur leur niveau en comparaison avec celles allouées dans les autres administrations cantonales et avec celles octroyées dans le secteur privé (04/POS/128) - Mireille Aubert et consorts pour un congé adoption (07/POS/020) - du groupe libéral demandant une feuille de route pour la législature sur le flux du personnel de l'Etat (07/POS/033) - Sandrine Bavaud et consorts pour une véritable politique du personnel (08/POS/101) et Réponses du Conseil d'Etat Grand Conseil aux interpellations : <ul style="list-style-type: none"> - Stéphanie Apothéloz : Quelles réponses aux revendications de la journée de l'égalité des salaires entre femmes et hommes (Equal Pay Day) du 10 mars 2009 ? (09/INT/204) - Yves Rapaz : Quelle est la croissance et la charge des Equivalents Temps Plein «ETP» à l'Etat de Vaud, au cours de ces dernières années, en comparaison intercantonale ? (09/INT/305) 	Séance de commission le 07.03.11 Rapport en attente P. Vuillemin
93.	(360) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les affaires extérieures du Canton de Vaud 2010	CTAFE Séance de commission le 22.02.11 Rapport en attente, L. Wehrlé
94.	(10_MOT_113) Motion Grégoire Junod et consorts pour une loi sur les projets d'agglomération et la constitution d'un fonds cantonal d'investissement	Séance de commission le 20.12.10 Rapports en attente maj. M. Buffat min. N. Gorrite
95.	(10_MOT_117) Motion Béatrice Métraux et consorts demandant l'inscription dans la loi sur les finances (LFin) d'indicateurs permettant de mieux comprendre la démarche budgétaire et d'oeuvrer dans le sens de la continuité et de l'efficacité de l'action étatique	RC ok
96.	(10_MOT_118) Motion Jean-Michel Dolivo et consorts - Garantir l'accès à la justice et l'égalité des droits des employé(e)s de l'Etat de Vaud	Séance de commission le 17.03.11 RC min. ok
97.	(11_MOT_130) Motion Nicolas Mattenberger et consorts demandant 20 jours de congé paternité pour les employés de l'Etat de Vaud	CTPOF Séance de commission le 16.06.11

	Objets	Commentaire
98.	(10_INI_039) Initiative Jean-Michel Favez et consorts au nom du parti socialiste vaudois demandant au Conseil d'Etat d'intervenir auprès des chambres fédérales afin de réviser la RPT dans le sens d'une meilleure prise en compte des charges des villes-centre et de l'introduction d'un indicateur tenant compte du taux d'impôt cantonal	COFIN Séance de commission le 24.03.11 Rapport en attente P.-Y. Rapaz
99.	(10_POS_214) Postulat Jean-Jacques Truffer et consorts - Le partenariat public-privé, un mode de financement à valoriser	Séance de commission le 17.01.11 Rapport en attente, S. Bavaud
100.	(10_POS_215) Postulat François Payot et consorts - Pour un partage stimulant de la part cantonale de la RPLP avec les communes	RC ok
101.	(10_INI_036) Initiative législative constitutionnelle Pierre-Yves Rapaz et consorts demandant une modification de la Constitution du Canton de Vaud à son article 166 et visant la suppression de la Cour des comptes (10_MOT_109) Motion Cesla Amarelle et consorts demandant une réforme de la Cour des comptes aux fins d'en améliorer son efficacité (10_INI_037) Initiative constitutionnelle Frédéric Borloz au nom du groupe radical demandant une modification des principes relatifs au contrôle externe des politiques publiques inscrits à l'article 166 de la Constitution du Canton de Vaud (10_POS_192) Postulat Philippe Martinet au nom du groupe des Verts pour consolider l'ancrage de la Cour des Comptes dans le système de contrôles de l'action publique (10_POS_201) Postulat Maximilien Bernhard et consorts au nom du groupe AdC demandant au Conseil d'Etat de transformer la Cour des comptes en une instance inter-cantonale	Séance de commission le 9.12.10 Travaux de la commission suspendus Dans l'attente du rapport du CE sur la Cour des comptes après 3 ans d'activité Séance de commission le 20.06.11
102.	(11_INT_486) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Ducommun - TRIPAC (Tribunal de prud'hommes de l'administration cantonale) : quels motifs s'opposent à la publication des décisions rendues ?	

CONSEIL D'ETAT

	Objets	Commentaire
103.	(GC 152) Réponse du Conseil d'Etat aux observations de la Commission des finances - Budget 2011	<i>RC ok</i>

Lausanne, le 28 avril 2011.

Secrétariat général du Grand Conseil